



CHAPITRE 35

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments

[Sanctionnée le 26 août 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 35

An Act to amend the Agricultural Products and Food Act

[Assented to 26 August 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1974, c. 35,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35) est modifié par l'addition, après le paragraphe *g*, des paragraphes suivants:

«vente en
détail»;

«*h*) «vente en détail»: toute vente de produits, à l'exclusion des repas ou collations, faite à un acheteur ou à un usager, pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

«vente en
gros»;

«*i*) «vente en gros»: toute vente de produits faite à un acheteur pour fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation;

«détail-
lant»;

«*j*) «détaillant»: toute personne qui fait de la vente en détail;

«restauration»;

«*k*) «restaurateur»: toute personne qui sert ou vend des repas ou collations pour fins de consommation et moyennant rémunération, l'exploitant d'un établissement d'enseignement ou de tout établissement régi par la Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21), la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), la Loi de la

1. Section 1 of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35) is amended by adding after paragraph *g* the following paragraphs:

“(h) “retail”: any sale of products, excluding meals or refreshments, to a purchaser or to a user for consumption or use but not for resale;

“(i) “wholesale”: any sale of products to a purchaser for resale, standing or after preparation, conditioning or processing;

“(j) “retailer”: any person engaged in retail;

“(k) “restaurateur”: any person who serves or sells meals or refreshments for consumption, for a consideration, the operator of a teaching establishment or of any establishment governed by the Probation and Houses of Detention Act (1969, chapter 21), the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), the

protection du malade mental (1972, chapitre 44), le gouvernement, ses ministères et organismes.»

1974, c. 35,
a. 4a,
mod.

2. L'article 4a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot «conditionneur» des mots «, le vendeur».

Id., a. 4b,
mod.

3. L'article 4b de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la septième ligne, après le mot «usage», des mots «et interdire la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage de toute autre estampille».

Id., a. 4c,
aj.

4. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 4b, de l'article suivant:

Conditions
relatives
aux viandes
ou aliments
carnés, etc.

«**4c.** Le gouvernement peut prescrire les conditions relatives à la provenance des viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par l'exploitant d'un établissement visé au paragraphe a ou b de l'article 6 ou par un détaillant ou un restaurateur et prohiber, sauf dans les cas qu'il détermine, la détention ou l'usage des viandes ou aliments carnés ne répondant pas à ces conditions et aux dispositions des règlements relatifs à l'estampille.»

1974, c. 35,
a. 6,
rempl.

5. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 40 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Permis
pour abat-
toirs, etc.

«**6.** Nul ne peut, sans être détenteur d'un permis en vigueur:

- a) exploiter un abattoir;
- b) exploiter un atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine;
- c) exploiter un atelier d'équarrissage d'animaux;

Government or the government departments and agencies.”

2. Section 4a of the said act, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by inserting after the word “conditioning” in the third and fourth lines of the first paragraph the word “, selling”.

3. Section 4b of the said act, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by inserting after the word “thereof” in the sixth line the words “as well as the making, copying, keeping or use of any other stamp,”.

4. The said act is amended by inserting after section 4b the following section:

“**4c.** The Government may prescribe the conditions respecting the origin of meat or meat products stocked or used by the operator of an establishment contemplated in paragraph a or b of section 6 or by a retailer or a restaurateur and prohibit, except in such cases as it may determine, the stocking or use of meat or meat products not in conformity with such conditions or with the stamp regulations.”

5. Section 6 of the said act, amended by section 2 of chapter 40 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“**6.** No person shall, without holding a permit in force:

- (a) operate a slaughter-house;
- (b) operate a plant for the preparation, conditioning or processing, for wholesale, of meat or meat products intended for human consumption;
- (c) operate a plant for dismembering animals;

d) à moins d'être déjà détenteur d'un permis d'exploitation d'atelier d'équarissage d'animaux, récupérer des viandes impropres à la consommation humaine.

Exception. Les paragraphes *a* et *b* du présent article ne s'appliquent pas à la personne qui exploite un atelier enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes (Statuts revisés du Canada, chapitre M-7).

Idem. Le paragraphe *a* du présent article ne s'applique pas à la personne qui, le 14 juin 1977, exploite un abattoir servant exclusivement à approvisionner son atelier de préparation pour fins de vente en détail de viandes ou d'aliments carnés provenant des animaux abattus dans son abattoir. Toutefois, cette personne perd l'exemption dès qu'elle cesse d'exploiter son abattoir de façon définitive ou durant une période d'au moins douze mois consécutifs. »

1974, c. 35, a. 7, mod. **6.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Le ministre impose, à cette fin, toute condition qu'il juge à propos, et le permis doit indiquer les conditions ainsi imposées.»

Id., a. 8, mod. **7.** L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Permis limité. «Le ministre peut toutefois délivrer un permis pour une période moindre s'il juge que l'intérêt public l'exige.»

1974, c. 35, a. 12, mod. **8.** L'article 12 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *b*, du paragraphe suivant:

«*c*) a cessé ses opérations de façon définitive ou durant au moins dix mois consécutifs.»

(d) unless already holding a permit to operate a plant for dismembering animals, salvage meat unfit for human consumption.

Subparagraphs *a* and *b* of this section do not apply to a person operating a plant registered under the Meat Inspection Act (Revised Statutes of Canada, chapter M-7).

Subparagraph *a* of this section does not apply to a person who, on 14 June 1977, operates a slaughter-house used exclusively for supplying his plant for the preparation, for retail, of meat or meat products derived from the animals slaughtered in his slaughter-house. However, such person loses such exemption on ceasing, definitively or for a period of at least twelve consecutive months, to operate his slaughter-house. »

6. Section 7 of the said act, amended by section 3 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "The Minister shall, for such purpose, impose any condition he deems expedient, and the permit must indicate the conditions so imposed." 1974, c. 35, s. 7, am.

7. Section 8 of the said act, amended by section 4 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended by adding at the end the following paragraph: 1974, c. 35, s. 8, am.

"The Minister may, however, issue a permit for a shorter period if he considers it required in the public interest." Shorter period.

8. Section 12 of the said act is amended by adding after paragraph *b* the following paragraph: 1974, c. 35, s. 12, am.

"(c) who has ceased operations definitively or for at least ten consecutive months."

1974, c. 35,
a. 30, mod.

9. L'article 30 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, après le mot «entrepouse» du mot «, emballé»;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe *a*, après le mot «produit», de ce qui suit: «et dans un local où l'on fabrique, reproduit, détient ou utilise toute estampille visée à l'article 4*b*»;

c) par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, après le chiffre «3», de ce qui suit: «ou détenu par une personne contrevenant à l'article 6, aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine»;

d) par l'addition, après le paragraphe *e*, du paragraphe suivant:

«*f*) employer tout dispositif technique approprié pour empêcher les opérations de tout détenteur de permis en dehors des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30*a*.»

Id., a. 30*a*,
aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 30, de l'article suivant:

Horaires
d'exploita-
tion.

«**30*a*.** Le ministre peut fixer les horaires d'exploitation d'un abattoir ou d'un atelier visé aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 6 afin d'assurer l'inspection permanente des opérations du détenteur de permis.»

1974, c. 35,
a. 36, mod.

11. L'article 36 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b*¹) prohiber ou réglementer l'abattage d'animaux dans un atelier d'équarissage d'animaux ou l'exécution d'opérations relatives aux viandes impropres à la consommation humaine détenues

9. Section 30 of the said act is amended-1974, c. 35,
s. 30, am.

(a) by inserting after the word "stored" in the third line of paragraph *a* the word ", packaged";

(b) by adding, after the word "sold" in the last line of paragraph *a*, the following: "and in premises where any stamp contemplated in section 4*b* is manufactured, reproduced, kept or used";

(c) by adding after the figure "3" in the second line of paragraph *e*, the following: "or stocked by a person contravening section 6, the stamp regulations or the regulations on meat unfit for human consumption";

(d) by adding after paragraph *e* the following paragraph:

"(f) use any appropriate technical device to prevent operations by any permit holder outside the operating hours fixed under section 30*a*."

10. The said act is amended by adding after section 30 the following section-Id., s. 30*a*,
added.

«**30*a*.** The Minister may fix the operating hours of a slaughter-house or plant contemplated in subparagraphs *a*, *b* and *c* of section 6 so as to ensure the permanent inspection of the operations of the permit holder.»-Operating hours.

11. Section 36 of the said act, amended by section 5 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended-1974, c. 35,
s. 36, am.

(a) by inserting after paragraph *b* the following:

"(b¹) prohibit or regulate the slaughtering of animals in a plant for dismembering animals or the carrying on of operations concerning meat unfit for human consumption stocked by a sal-

par un récupérateur ou par l'exploitant d'un tel atelier;»;

b) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) déterminer les catégories de permis de même que les conditions et les restrictions afférentes à chaque catégorie;»;

c) par l'addition, après le paragraphe *i*, des paragraphes suivants:

«*j*) fixer les heures en dehors desquelles les coûts d'inspection permanente doivent être remboursés au gouvernement par le détenteur d'un permis d'exploitation d'établissement et déterminer les modalités de ce remboursement;

«*k*) définir, aux fins de la présente loi et des règlements, les expressions «atelier d'équarrissage d'animaux» et «viandes impropres à la consommation humaine»;

«*l*) statuer sur la publicité ou la réclame servant à promouvoir le commerce des produits.»

vager or by the operator of such a plant;»;

(b) by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) determine the categories of permits and the conditions and restrictions governing each category;”;

(c) by adding after paragraph *i* the following paragraphs:

“(j) fix the hours outside which the costs of permanent inspection must be reimbursed to the Government by the holder of a permit to operate an establishment, and determine the terms and conditions of such reimbursement;

“(k) define, for the purposes of this act and the regulations, the expressions “plant for dismembering animals” and “meat unfit for human consumption”;

“(l) rule on the publicity or advertising used for the commercial promotion of products.”

1974, c. 35,
a. 39, mod.

12. L'article 39 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des nombres et mot «6, 32 et 33» par les nombres et mot «32 et 33».

12. Section 39 of the said act is amended by replacing the figures and word “6, 32 and 33” in the second line by the figures and word “32 and 33”.
1974, c. 35,
s. 39, am.

Id., a. 39a,
mod.

13. L'article 39a de ladite loi, édicté par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots et nombre «l'article 4a ou les dispositions des règlements relatives» par les mots et nombres «les articles 4a et 6 ou les dispositions des règlements relatives à l'estampille ou».

13. Section 39a of the said act, enacted by section 7 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by replacing the words and figure “section 4a or those provisions of the regulations which regard” in the second and third lines of the first paragraph by the words and figures “sections 4a and 6 or the stamp regulations or the regulations on”.
Id., s. 39a,
am.

Id., a. 39c,
mod.

14. L'article 39c de ladite loi, édicté par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots

14. Section 39c of the said act, enacted by section 7 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended:

(a) by replacing the words and figure “section 4a or against those provisions

et nombre «à l'article 4a ou aux dispositions des règlements relatives» par les mots et nombres «aux articles 4a, 6, aux horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a, aux conditions indiquées à son permis ou aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou»;

b) par le remplacement, dans la onzième ligne, des mots et nombre «à l'article 39a» par les mots et nombres «aux articles 39a et 39d».

1974, c. 35, aa. 39d, 39e, aj. **15.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 39c, des articles suivants:

Infractions et peines. «**39d.** Tout détenteur de permis qui enfreint les horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a ou les conditions indiquées à son permis est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000.

Exception. L'article 43 ne s'applique pas à ces infractions.

Dispositions applicables à une corporation. «**39e.** L'article 39d s'applique *mutatis mutandis* à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000.

Ordonnance du tribunal. Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique.»

1974, c. 35, a. 40, mod. **16.** L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

of the regulations which regard" in the second and third lines by the words and numbers "sections 4a, 6, the operating hours fixed in accordance with section 30a, the conditions indicated in its permit or in the stamp regulations or the regulations on";

(b) by replacing the word and figure "section 39a" in the eleventh line by the words and figures "sections 39a and 39d".

15. The said act is amended by adding after section 39c the following sections: 1974, c. 35, ss. 39d, 39e, added.

«**39d.** Every permit holder who infringes the operating hours fixed in accordance with section 30a or the conditions indicated in his permit is liable, on summary proceedings, in addition to costs,

(a) for a first offence, to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000;

(b) for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000.

Section 43 does not apply to such offences. Exception.

«**39e.** Section 39d applies *mutatis mutandis* to a corporation, except that the fines must be not less than \$2,000 nor more than \$5,000 for a first offence, and for any subsequent offence within two years, not less than \$5,000 nor more than \$10,000.

The court may order, if the fine and costs are not paid by the corporation, that they be paid by such directors, officers, employees or agents of the corporation as it designates, and in such proportion as it indicates." Court order.

16. Section 40 of the said act, amended by section 8 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended: 1974, c. 35, s. 40, am.

a) par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, des mots et nombre «Toute personne qui exploite un abattoir ou un atelier visé à l'article 6 sans être détenteur d'un permis en vigueur» par les mots et nombre «Quiconque enfreint l'article 6»;

b) par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots et nombres «aux articles 38, 39 et 39a» par les mots et nombre «à l'article 39a».

Entrée en
vigueur.

17. L'article 6 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments, tel que remplacé par l'article 5 de la présente loi, entrera en vigueur, en tout ou en partie, à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement.

Entrée en
vigueur.

18. Sous réserve de l'article 17, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. (*)

(*) Le 1^{er} alinéa de l'article 6 du chapitre 35 des lois de 1974, à l'exception des paragraphes a et b, tel que remplacé par l'article 5 de la présente loi, est entré en vigueur le 31 décembre 1978 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 73).

Les paragraphes a et b du 1^{er} alinéa et les 2^e et 3^e alinéas de l'article 6 du chapitre 35 des lois de 1974, tel que remplacé par l'article 5 de la présente loi sont entrés en vigueur le 31 décembre 1979 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 73).

(a) by replacing the words and figure "Any person operating a slaughterhouse or a plant contemplated in section 6 without holding a permit in force" in the first, second and third lines by the words and number "Every person who contravenes section 6";

(b) by replacing the words and figures "sections 38, 39 and 39a" in the fifth line by the word and figure "section 39a".

17. Section 6 of the Agricultural Products and Food Act, as replaced by section 5 of this act, shall come into force, in whole or in part, on the date or dates fixed by proclamation of the Government.

18. Subject to section 17, this act shall come into force on the day of its sanction. (*)

(*) The 1st paragraph of section 6 of chapter 35 of the statutes of 1974, except paragraphs a and b, as replaced by section 5 of this act, came into force on 31 December 1978 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 73).

Paragraphs a and b of the 1st paragraph and the 2nd and 3rd paragraphs of section 6 of chapter 35 of the statutes of 1974, as replaced by section 5 of this act came into force on 31 December 1979 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 73).